

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [92] (2004)
Heft: 1488

Artikel: Massouda et les seigneurs de guerre
Autor: Khan, Maryam / Djalal, Massouda
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282797>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

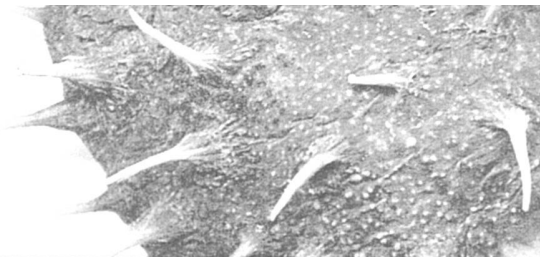
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Massouda et les seigneurs de guerre

Le 9 octobre dernier, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct de toute l'histoire de l'Afghanistan, le chef de l'Etat sortant, Hamid Karzaï, grand favori du scrutin, a affronté seize candidats. Et une candidate: Massouda Djalal.

MARYAM KHAN

Massouda Djalal est née en 1963 dans une famille Tadjike aisée. Son père, cadre dans une entreprise allemande et sa mère, passionnée d'histoire, font figure d'avant-garde en élevant et en traitant leurs enfants – garçons et filles – de la même manière et par la même liberté. Ils légèreront à leur fille leur esprit ouvert et engagé et un goût têtu de la justice. Travailleuse acharnée, basketteuse émérite, brillante élève, Massouda est avant tout une active qui ne connaît de cesse. Aussi, devant l'immédiateté souffrante des femmes et des enfants, et l'urgente nécessité d'agir dans un pays déchiré par la guerre, elle s'oriente vers la médecine. Attentive, simplement, à tout ce qui n'est pas elle, et pédopsychiatre, Massouda écoute inlassablement ces choses muettes de l'enfance ruinée d'un seul coup par la misère et la guerre. Ce qui lui permet d'affirmer qu' «elle est à l'écoute des gens, des femmes et des enfants». Un peu à sa manière, elle tente de remédier aux déchirures les plus secrètes, conjurer la cruauté d'un sort, l'injustice du monde, briser le silence où parfois de simples mots emprisonnent. Et lorsque les talibans déniaient aux femmes le droit d'étudier, de participer à la vie active,

indifférente à leur avis, dissimulée sous son burqua, elle témoigne de sa présence, une présence que même le plus grand mal ne saurait chasser. Elle s'engage au sein du Programme alimentaire des Nations Unies, parcourt le pays, secourt les orphelins, les vieillards et les femmes. Des femmes silencieuses, leçon ancestrale, coutume venue de la nuit des temps, qui attendent sans plus rien attendre de personne. Survient alors une aide, celle de Massouda, qui entend à leur insu, la lenteur de leur cri, l'impatience de leur souffrance. Patiemment, à long terme, elle réussit peu à peu à incarner une figure crédible, dévouée et infaillible, assumant une fonction spéciale d'aide et d'écoute, de «surveillance» sociale et morale. Se tisse alors entre ces femmes et Massouda, un lien qui les unit comme des sœurs au-delà des différences et à travers le temps. Assurée d'elle-même, reconnue, en position de parler ferme de toute choses, elle décide de suivre la voie qui est désormais la sienne et s'engage dans la politique. Ceci dans un Afghanistan orchestré par des hommes avides de pouvoir, qui ne conçoivent les relations homme-femme qu'en terme de hiérarchie et de subordination.

«Et se dit prête à affronter ses adversaires : le président sortant Hamid Karzaï – soutenu ostensiblement par les Américains - et les seigneurs de guerre (ouzbeks, tadjiks, hazaras...)»

Face à cette conception poussiéreuse et grotesque, Massouda veut échapper à son mythe et les contraindre peu à peu à se plier à la réalité. En 2002, déjà, lors de la première Loya Jirga – la Grande Assemblée – elle ose briguer la présidence intérimaire. Massouda dérange. Commencent alors une série de menaces et d'intimidations. L'actuel ministre de la défense Mohamed Fahim, somme Monsieur Djalal «d'admonester son imprudente épouse». Le sinieux Karzaï tente, lui, de l'amadouer en lui proposant un fauteuil ministériel en échange de son désistement. Elle refuse net. Karzaï obtient 1295 voix. Massouda avec 171 voix arrive en seconde position. Cet

acharnement dans sa mise à l'écart aura des effets non prévus : elle décide cette fois de se présenter aux élections présidentielles «pour faire entendre la voix de ceux qui rêvent de bâtir une société civile». Elle «veut servir son peuple sans aucune discrimination de sexe, de langue ou d'appartenance ethnique», combattre l'illettrisme, le terrorisme et la corruption «Je ne veux pas que mon pays devienne un repaire de terroristes et de vendeurs de drogue». Elle insiste sur l'instruction et l'éducation des femmes dont 98% ne savent ni lire ni écrire. Et se dit prête à affronter ses adversaires : le président sortant Hamid Karzaï – soutenu ostensiblement par les Américains – et les seigneurs de guerre (ouzbeks, tadjiks, hazaras...). Des hommes qui font régner la terreur dans des régions tombées sous leur férule au temps de la lutte contre l'envahisseur soviétique. Massouda dénonce ces violences «qui servent d'instrument pour décourager toute résistance, terroriser la population civile, dans les villages, les contraindre à voter pour tel ou tel candidat». Elle met en exergue la situation des femmes apeurées, principales victimes d'une terreur qui a pour but de constituer une menace permanente et d'assurer, de ce fait, l'obéissance aux ordres. Dans un rapport intitulé «la loi du fusil», publié en septembre dernier, l'organisation américaine Human Rights Watch (HRW), confirme la violence des seigneurs de guerre, souligne «que les femmes et les filles sont les victimes principales des milices» et ajoute «que la violence rend difficile leur participation à la construction du pays et leur déplacement à l'école et au travail». HRW cite encore l'annonce d'une tribu Khost (sud-est), dont le représentant affirme à une radio locale : «Tous les membres de la tribu Terezai doivent voter pour le président Hamid Karzaï (...) s'ils votent pour d'autres candidats, la tribu brûlera leurs maisons, dévastera leurs villages». Enfin, comme tous les observateurs, HRW conclut «qu'en l'absence d'institutions étatiques – police ou armée – capables de les protéger, les Afghans et les Afghanes préfèrent ne pas prendre de risque».

Dans ce climat de terreur, Massouda clame haut et fort qu'elle, au moins, « n'a pas de sang sur les mains ».

A la peur des seigneurs de guerre, il faudrait encore ajouter celle, redoutable et durable, des talibans qui multiplient des actions dirigées contre les civils, afin de désorganiser le processus électoral. On se souvient notamment, des attaques du mois d'août qui ont tué des écoliers dans la Province de Paktia, et des passants à Kaboul. Les Afghanes, elles, n'oublieront jamais la barbarie des talibans qui, un jour de novembre 1999, exécutèrent publiquement l'une d'entre elles soupçonnée d'adultère. «Zarina était innocente. Les talibans ont forcé les gens, y compris les membres de la famille, à assister à sa mise à mort. C'était un acte d'une telle sauvagerie» se souvient Radia de l'association féministe Wassa. Dans ce climat de terreur, Massouda clame haut et fort qu'elle, au moins, «n'a pas de sang sur les mains».

«Mon pays vit de profondes mutations. Etre là, pour une femme, c'est essayer de ne plus être comptée pour rien. C'est une manière d'exister pour les Afghanes»

Et quand tout la persuade du désastre de l'échec, courageuse elle déclare : «Ne me parlez pas de ce que je ferai si je perds. Je me prépare à gagner». Elle rappelle par ailleurs qu'elle ne bénéficie d'aucun financement pour sa campagne «contrairement aux seigneurs de guerre qui croulent sous les dollars du trafic de drogue». Et d'un accès très restreint aux médias nationaux, certains mentionnent sans plus de précision «La candidature d'une femme», comme pour en rabattre l'importance et exorciser la peur qu'ils en ont. Comme si l'évidence de la perte se doublait de l'évidence d'un salut, elle rajoute aussitôt : «Mon pays vit de profondes mutations. Etre là, pour une femme, c'est essayer de ne plus être comptée pour rien. C'est une manière d'exister pour les Afghanes. Etre là, c'est déjà en soi subversif». Un constat au fond rassurant, pour toutes celles qui se battent, afin d'être des humains à part entière. Mais le combat est loin d'être terminé. Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit perdu d'avance. Pionnière, révolutionnaire, Massouda tente d'ouvrir des brèches dans le mur de misogynie de ses compatriotes. Pour y arriver, elle ajoute à la persévérance personnelle, le combat politique. Comme une lumière au milieu des ténèbres, elle éclaire d'une lueur hésitante le chemin des femmes trop souvent baillonnées, trop souvent négligées.

Sur les 8,7 millions d'Afghans inscrits sur la liste électorale du 8 octobre, 42% sont des femmes. Parmi elles, d'autres suivront l'exemple de Massouda, et éclaireront à leur tour, le chemin long de l'Histoire. ◊